

APERP

Plus d'emploi pour moins de pauvreté

Programme d'Appui à la Promotion de l'Emploi et à la Réduction de la Pauvreté (2011-2014)

*Rapport d'avancement pour la Coopération
Technique*

Résumé



Septembre 2014

RAPPORT D'AVANCEMENT POUR LA COOPERATION TECHNIQUE: RESUME

Titre du projet/Symbole TC:	RAF/10/58/FRA	
Pays:	Afrique francophone subsaharienne et pays de l'Union pour la Méditerranée	
Période du projet :	Prévue: janvier 2011-décembre 2014	Effective: Janvier 2011–
Période couverte:	Septembre 2013 -31 juillet 2014	Résultat/Indicateur du P&B : 1 et 2
Budget total :	Euros:	Taux d'exécution : 78%

1. Réalisation

Sur la période considérée, les réalisations du projet par objectif sont les suivantes :

Sur l'objectif immédiat 1 qui concerne la formulation et la mise en œuvre des politiques de l'emploi, l'amélioration de la gouvernance du marché du travail ainsi que des systèmes d'information du marché du travail, le projet a appuyé l'élaboration du rapport sur le budget-programme et de consultations sur l'intégration de l'emploi dans le budget national au Burkina Faso, sur la formulation d'une nouvelle politique nationale de l'emploi et son intégration dans les stratégies de développement lors d'un colloque national pour l'emploi. Au Mali, une reprise des activités concernant la révision de la politique nationale de l'emploi est en cours faisant suite aux activités qui avait été engagées avant les événements qui ont secoué le pays. Ces appuis d'ordre stratégique et institutionnel ont tous été validés techniquement dans le cadre d'ateliers tripartites. Afin de permettre une mise en œuvre efficace de ces politiques, le projet a visé à doter les pays d'un système d'information qui puisse en assurer le suivi et le pilotage. Un diagnostic de ce système a été fait au Bénin. Au Cameroun, des activités ont été menées pour améliorer les systèmes d'informations du marché du travail par un appui au renforcement des capacités de l'ONEFOP (Observatoire Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle). Ainsi, APERP a aidé dans l'élaboration des bilans emploi-formation, des notes semestrielles de conjoncture sur l'emploi, dans la conception et l'analyse des données d'enquêtes sur l'emploi ainsi que dans le suivi et l'évaluation de l'impact des programmes des jeunes. La conception et la mise en place d'un site internet de l'ONEFOP est en cours sur financement APERP.

APERP soutient le processus de ratification de la convention C142 relative au développement des ressources humaines au Cameroun. L'étude, réalisée en 2013 sera validée par la Commission d'évaluation et de suivi de l'application des conventions et recommandations.

Des ateliers régionaux tripartites de promotion des conventions et recommandations de l'OIT relatives à l'emploi et à la formation professionnelle (n°88, 142 et 181) sont organisées et APERP continue de sensibiliser les décideurs politiques sur la ratification desdites conventions.

Enfin, le projet a contribué à la conception d'un guide d'aide à l'élaboration des politiques nationales et à sa diffusion. Il participe à sa vulgarisation et à sa promotion dans le cadre d'ateliers tripartites et lors des ateliers d'aide à la formulation de politiques nationales de l'emploi.

En ce qui concerne l'objectif immédiat 2 qui porte sur l'insertion dans l'emploi des groupes vulnérables grâce à des programmes d'emploi ciblés, de nombreuses activités ont été menées ou sont en cours pour soutenir l'emploi des jeunes, comme au Togo avec la formulation d'un programme d'insertion socio-économique des jeunes par le développement des quartiers, au Bénin avec un programme d'emploi pour les femmes. Le projet soutient les services publics de l'emploi par l'intégration d'un module d'accompagnement à la création et à la gestion d'entreprise dans l'offre de service de l'ANPE du Togo.

Au Cameroun, le projet a substantiellement soutenu le FNE dans la mise en place d'un centre intégré d'informations économiques sur l'entrepreneuriat des jeunes (CIEJ) et à la fourniture de l'accès à internet du centre. Au Togo, un appui est apporté à l'ANPE pour qu'elle puisse améliorer son activité d'intermédiation sur le créneau des services à la personne en renforçant la formation et la protection sociale des personnes employées au bénéfice tant des employés que des employeurs.

L'accompagnement personnalisé de 25 menuisiers entrepreneurs de la filière bois a été clôturé en juin dernier au Cameroun. Ce programme a permis aux entrepreneurs de bénéficier d'un accompagnement, de formation et de perfectionnement technique sur la création ou la gestion de leurs entreprises. Sur financement du PIAASI (Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel), des crédits pour la réalisation de cinq

plans d'affaires ont été octroyés et vingt-cinq kits électroportatifs ont été offerts par APERP. Au total, plus de 108 emplois ont été créés ou consolidés dont 38 femmes.

Des missions d'appui technique aux services publics de l'emploi, ont été menées avec Pôle Emploi, au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Togo, au Congo, en République Démocratique du Congo, au Gabon et au Tchad, centrées sur l'amélioration des prestations d'intermédiation de ces établissements. Au Burkina Faso et au Togo, l'appui a également porté sur l'élaboration des plans d'action des ANPE.

S'agissant de l'objectif immédiat 3 (renforcement des capacités techniques des acteurs de l'emploi), les capacités institutionnelles et techniques des mandants ont été effectivement renforcées. Deux cents personnes auront participé au terme du programme, grâce aux bourses APERP, à différents cours relatifs au domaine de l'emploi dispensés par le Centre de Turin, que soit à Turin ou sur le terrain. Un effort systématique a été entrepris pour une participation significative des partenaires sociaux à ces formations.

2. Avancement du projet

Le projet a fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours qui a été examinée par le comité de pilotage France-BIT, tenu à Lomé en avril 2013. Ce Comité a procédé à une reformulation des indicateurs du cadre logique prise en compte dans le présent rapport.

En dépit de quelques difficultés rencontrées liées aux aléas politiques survenus dans certains pays (Mali), le niveau actuel d'avancement du projet est conforme à la programmation du projet. Le projet a déjà atteint la quasi-totalité des résultats attendus et les restants sont sur le point de l'être.

Résultats du projet

Résultat I.1a : La gouvernance du marché du travail est améliorée en vue d'une mise en œuvre plus efficace des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle

Nombre de produits prévus (revu) : 1

Probabilité de réaliser les produits avant la fin du projet: certaine, produit déjà réalisé.

Probabilité d'atteindre le résultat avant la fin du projet : *résultat déjà atteint dépassé concernant le nombre de pays*

Résultat I.1b : Des politiques nationales de l'emploi, de formation professionnelle et d'investissement cohérentes sont formulées et mises en œuvre

Nombre de produits prévus: 4: 4

Probabilité de réaliser les produits avant la fin du projet: *probabilité haute.*

Le premier produit relatif à la formulation des politiques de l'emploi est déjà réalisé. Le deuxième produit sur les budgets-programme en bonne voie. L'intégration des politiques de l'emploi dans les cadres nationaux de développement est effective et le produit sur la ratification des conventions est réalisé.

Probabilité d'atteindre le résultat avant la fin du projet : *haute. Probabilité d'atteinte du résultat à un niveau vraisemblablement supérieur à ce qui était envisagé à l'origine, s'agissant du nombre des pays.*

Résultat I.1c: Des propositions sont formulées pour l'amélioration des systèmes d'information sur le marché du travail en vue de disposer d'informations fiables pour mieux orienter les appuis vers les activités créatrices d'emplois durables

Nombre de produits prévus: 2 :2

Probabilité de réaliser le premier produit avant la fin du projet: certaine car produit déjà réalisé.

Le deuxième produit relatif à l'intégration des indicateurs en emploi dans les systèmes de suivi et de pilotage : réalisé

Probabilité d'atteindre le résultat avant la fin du projet : *atteint*

Résultat I.2 : Un outil méthodologique sur les questions d'emploi est développé et diffusé

Nombre de produits prévus: 1 :1

Probabilité de réaliser les produits avant la fin du projet: *produit réalisé. Guide sur la formulation, la mobilisation du financement, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des PNE produit, publié en anglais et en français et diffusé avec la contribution d'APERP ; déjà dans les pays suivants : Burkina Faso, Bénin, Burundi, Cameroun, Comores, Maroc, RDC, Sénégal, Tchad, Togo.*

Probabilité d'atteindre le résultat avant la fin du projet : *résultat atteint*

Résultat II.1 : L'insertion dans l'emploi est renforcée par des programmes ciblés sur les populations les plus vulnérables

Nombre de produits prévus: 3: 3

Probabilité de réaliser les produits avant la fin du projet: *réalisé. Le comité de pilotage à mi-parcours du projet a décidé la suppression du produit concernant les migrations de retour. Les produits relatifs à l'amélioration des programmes d'emploi en faveur des jeunes et des femmes, de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes, du développement de l'emploi dans des filières porteuses ont tous été réalisés. L'activité menée en partenariat avec l'Ambassade de France s'est poursuivie normalement en dépit de la situation dans le pays.*

Probabilité d'atteindre le résultat avant la fin du projet : *réalisé*

Résultat II.2 : Le fonctionnement institutionnel des structures en charge de l'emploi est amélioré

Nombre de produits prévus: 2 : 1 en temps voulu, 1 en cours

Probabilité de réaliser les produits avant la fin du projet: *Le produit sur l'assistance aux Services Publics de l'Emploi (SPE) est réalisé avec un nombre de pays supérieur à la cible initiale. La réalisation du produit relatif au diagnostic des ministères de l'emploi a été concrétisée au Togo mais n'est pas totalement effective dans les autres pays en raison des sensibilités politiques.*

Probabilité d'atteindre le résultat avant la fin du projet : *résultat atteint et dépassé pour les SPE. Probabilité forte pour les ministères de l'emploi.*

Résultat II.3 : Un outil méthodologique sur les filières porteuses est développé

Nombre de produits prévus: 1 :1

Probabilité de réaliser les produits avant la fin du projet: *produit déjà réalisé.*

Probabilité d'atteindre le résultat avant la fin du projet : *certaine.*

Résultat III: La capacité institutionnelle et technique des mandants est renforcée en vue d'améliorer leurs compétences à répondre de façon intégrée aux défis de l'emploi

Nombre de produits prévus: 2 :2

Probabilité de réaliser les produits avant la fin du projet: *certaine. Les formations organisées avec le Centre de Turin se déroulent conformément au calendrier prévu et selon les modalités conjointement définies.*

Probabilité d'atteindre le résultat avant la fin du projet : *certaine*

Indiquer les retards importants et les actions à entreprendre pour y remédier

Toutes les activités prévues dans le projet sont déjà réalisées, les résultats seront dépassés au terme du programme. Au Mali, un pays de concentration des activités du programme avant leurs interruptions du fait de la situation politique, une reprise des activités a été engagée autour des axes d'intervention suivantes : (i) un appui à l'agence de promotion de l'emploi des jeunes (ces jeunes qui doivent être la cible principale des programmes d'emploi, en raison de leur nombre, de leur situation sur le marché du travail et de la situation générale du pays); (ii) le renforcement des capacités techniques des partenaires sociaux et des administrations en charge de l'emploi ; (iii) le développement du volet formation professionnelle et (iv) le renforcement du dialogue social.

3. Autres commentaires

- **Le programme a renforcé le volet opérationnel de ses interventions. Cela s'est traduit par des succès appréciés des bénéficiaires directs. Tel est le cas de l'accompagnement des menuisiers – entrepreneurs au Cameroun qui a pris fin en Juin 2014, et qui a permis la création de 108 emplois et le renforcement de capacité en matière de gestion d'entreprise de 25 menuisiers. Cela se démontre également par la mise en œuvre du programme de services à la personne qui vise 500 personnes sur la seule ville de Lomé et du programme « Quartiers.net », tous deux au Togo. Ce dernier programme, engagé en avril 2014, permettra le développement de trois axes complémentaires les**

uns des autres : le développement des chaînes de valeurs, le développement de l'entrepreneuriat des jeunes et l'amélioration de la cohésion sociale. Il devrait consolider et créer entre 400 et 700 emplois en moyenne annuelle sur une durée de 4 ans.

- Suite à la recommandation du Comité de pilotage, un renforcement des activités de communication a été mis en place. L'activité de communication valorise les réalisations du programme et contribue à une meilleure visibilité du donateur. Des progrès significatifs ont été obtenus, notamment par la mise en place de la newsletter du projet et l'actualisation de son site web. Des efforts sont entrepris pour informer régulièrement les donateurs, les participants et les mandants tripartites de l'OIT, de l'avancement du projet.
- Il convient également de souligner tout particulièrement une mobilisation accrue et le renforcement de la synergie avec les différentes expertises françaises. Le partenariat avec Pôle Emploi s'est intensifié par la mise à disposition de cadres de haut niveau de Pôle Emploi. Sur la base d'une première expérience réussie de 6 mois, il est envisagé d'inscrire ce dispositif dans la durée. On peut aussi mentionner au Cameroun la collaboration entre APERP et les Mutuelles camerounaises d'épargne et de crédit (MUCADEC) financées par l'Agence française de développement (AFD) dans l'accès au financement des entrepreneurs suivis par le projet. Au Mali, la collaboration avec l'expertise française s'est exprimée par un partenariat avec l'Ambassade de France dans le cadre d'un programme d'appui à l'emploi des jeunes et plus récemment par une mission conjointe du BIT et d'une délégation formation française en formation tripartite. Les résultats positifs de cette mission augurent de développements ultérieurs de cette modalité spécifique de collaboration.

RAPPORT D'AVANCEMENT POUR LA COOPERATION TECHNIQUE

Titre du projet/Symbole TC:	RAF/10/58/FRA	
Pays:	Afrique francophone subsaharienne et pays de l'Union pour la Méditerranée	
Période du projet :	Prévue: janvier 2011-décembre 2014	Effective: janvier 2011-.....
Période couverte :	Septembre 2013- 31 juillet 2014	
Budget total: en euros	3 600 000	Taux d'exécution : 78%
Mis en œuvre par:	EMP/ELM	
Donateur	Gouvernement de la France	

1. RESUME DU PROJET

1.1. Ecrire un paragraphe synthétique sur le projet

Le projet contribue à mettre en œuvre la décision adoptée par les Chefs d'Etats africains lors du Sommet extraordinaire tenu à Ouagadougou en 2004, de placer l'emploi au cœur des politiques économiques et sociales afin de lutter contre la pauvreté.

S'appuyant sur l'évaluation de la première phase du projet et les recommandations formulées par son comité de pilotage final, la deuxième phase du projet est structurée autour de 3 axes qui visent à concilier activités de nature politique et stratégique, appui de caractère opérationnel et renforcement des capacités des mandants. Ces trois axes, déclinés en objectifs immédiats sont liés les uns aux autres, les activités opérationnelles et les formations s'inscrivant dans le cadre des orientations nationales en matière d'emploi et les nourrissant en retour.

Les publics cibles sont les jeunes, et en particulier les jeunes femmes ainsi que les jeunes diplômés. Par ailleurs, la pertinence du projet et les résultats positifs obtenus en première phase, ont conduit à élargir sa couverture territoriale potentielle à l'ensemble des pays francophones d'Afrique et aux pays francophones de l'Union pour la Méditerranée.

1.2 Objectif de développement :

Améliorer les conditions de vie des populations des pays concernés par la mise en œuvre d'activités favorisant le développement de l'emploi dans le cadre de l'Agenda de l'OIT en faveur du Travail décent.

1.3 Résultats du projet:

Résultat I.1a : La gouvernance du marché du travail est améliorée en vue d'une mise en œuvre plus efficace des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle

Résultat I.1b : Des politiques nationales de l'emploi, de formation professionnelle et d'investissement cohérentes sont formulées et mises en œuvre

Résultat I.1c: Des propositions sont formulées pour l'amélioration des systèmes d'information sur le marché du travail en vue de disposer d'informations fiables pour mieux orienter les appuis vers les activités créatrices d'emplois durables

Résultat I.2 : Un outil méthodologique sur les questions d'emploi est développé et diffusé

Résultat II.1 : L'insertion dans l'emploi est renforcée par des programmes ciblés sur les populations les plus

vulnérables

Résultat II.2 : Le fonctionnement institutionnel des structures en charge de l'emploi est amélioré

Résultat II.3 : Un outil méthodologique sur les filières porteuses est développé

Résultat III: La capacité institutionnelle et technique des mandants est renforcée en vue d'améliorer leurs compétences à répondre de façon intégrée aux défis de l'emploi

1.4 Le projet contribue aux CPO et Résultats du P&B suivants:

CPO: Emploi

Résultats du P&B : 1 et 2

Indicateur du P&B : 1.1 ; 1.3 ; 1.6 ; 2.1 ; 2.4 ; 2.5

ACI : 1 et 2

2. AVANCEMENT DU PROJET

- **2.1 Exécution des produits :**

Produits réalisés et résultats atteints sur la durée du projet:

Résultats attendus Indicateurs de résultats	Accompli	En bonne voie	Retardé	Pays/commentaires
Objectif Immédiat 1: Favoriser la mise en œuvre de politiques nationales de l'emploi, de la formation professionnelle et d'investissement cohérents et intégrées dans les cadres nationaux de développement				
Sous objectif 1 : Appui à la formulation et à la mise en œuvre de politiques nationales de l'emploi, de la formation professionnelle et d'investissement cohérentes				
Produit 1.1 : La gouvernance du marché du travail est améliorée en vue d'une mise en œuvre plus efficace des politiques de l'emploi, de la formation professionnelle et d'investissement				
Des instances tripartites de concertation, de pilotage et de suivi des politiques nationales de l'emploi (PNE) sont mise en place et opérationnelles.	Cameroun, Mali et Togo	Burkina Faso		Des instances tripartites de concertation, de pilotage et de suivi des PNE ont été mises en place ou redynamisées. Au Mali, il s'agit du Comité Intersectoriel de suivi de la Déclaration de Ouagadougou. Au Cameroun, APERP a contribué à la formulation, à l'organisation du Conseil national de l'emploi. Au Togo, cet appui a été réalisé lors de la formulation de la PNE dont le document acte la création d'instances de suivi et de pilotage.
Produit 1.2 : Des politiques nationales de l'emploi, de la formation professionnelle et d'investissement cohérentes sont formulées et mises en œuvre				
1. Une Politique Nationale de l'Emploi (PNE) et son plan d'action sont formulés et mis en œuvre.	Mali, Togo, Burkina Faso			Au Mali et au Togo, la formulation et la validation des PNE ont été réalisées antérieurement à la période (septembre 2013-juillet 2014) couverte par le présent rapport d'avancement, avec l'appui technique et financier d'APERP. Au Mali, la reprise des activités prévoient la formulation de la nouvelle PNE et de son plan d'action. Au Burkina Faso, APERP a contribué à la formulation de la nouvelle PNE et à l'élaboration d'un programme d'appui à sa mise en œuvre lors d'un Colloque National pour l'emploi en novembre dernier.

2. Les ministères de l'emploi ont soumis un budget programme à leur conférence budgétaire.	Burkina Faso	Togo		Au Burkina Faso, des consultations sur l'intégration de l'emploi dans le budget national ont été réalisées. La revue des dépenses publiques et le rapport sur le budget programme ont été soumis aux parties prenantes lors de la conférence budgétaire.
3. Les PNE sont intégrés dans les cadres nationaux de développement et de lutte contre la pauvreté.	Cameroun, Burkina Faso, Togo, Mali			Au Burkina Faso, le Colloque National pour l'emploi a permis de sensibiliser les acteurs à la nécessité d'intégrer les PNE aux cadres nationaux de développement. Pour le Cameroun, le Togo et le Mali, les résultats ont été atteints antérieurement à la période couverte par le présent rapport d'avancement..
4. Au moins trois pays ont ratifiés les conventions de l'OIT relatives à l'emploi.	Burkina Faso, Togo	Cameroun	Mali interrompu	Le projet a contribué à la ratification des conventions 122 et 142 au Burkina Faso, la convention 122 au Togo. Les ateliers de ratification de la convention 142 se sont déroulés au Cameroun en décembre 2013. L'étude finale sera validée par la Commission d'évaluation et de suivi de l'application des conventions et recommandations cette année.
Produit 1.3 : Des propositions sont formulées pour l'amélioration des SIMT en vue de disposer d'informations fiables pour mieux orienter les appuis vers des activités créatrices d'emploi				
1. Une feuille de route est validée pour améliorer le système d'information.	Bénin et Togo			Au Bénin, un diagnostic du marché du travail a été réalisé avec l'appui d'APERP. Au Togo, un état des lieux assorti d'une feuille de route a été validé.
2. Des indicateurs emploi sont intégrés dans le système national de suivi et de pilotage.	Cameroun, Mali, Togo			Au Mali et au Togo, ce résultat a été atteint antérieurement à la période couverte par le présent rapport d'avancement. Au Cameroun, l'appui d'APERP a consisté au renforcement de capacité de l'ONEFOP (Observatoire National de l'Emploi et de la Formation Professionnelle) et par un appui technique à

				l'élaboration des bilans emploi-formation, des notes semestrielles de conjoncture sur l'emploi, et par la conception et l'analyse des données d'enquêtes sur l'emploi ainsi que le suivi et l'évaluation de l'impact des programmes des jeunes. La conception et la mise en place d'un site internet de l'ONEFOP est en cours sur financement APERP.
Sous objectif 2.1 : Développer, Rénover et diffuser des outils méthodologiques sur l'emploi et la formation professionnelle				
Produit : Un guide d'aide à l'élaboration des politiques et plans d'action pour l'emploi, la formation professionnelle est diffusé auprès des mandants				
1. Un guide d'aide à l'élaboration des politiques et plans d'action pour l'emploi est disponible.				Diffusion du « Guide d'aide à l'élaboration d'une PNE » au Bénin, au Burkina Faso, au Burundi, au Cameroun, aux Comores, au Mali, au Maroc, en RDC, au Sénégal, au Tchad et au Togo.
Objectif Immédiat 2 : Favoriser l'insertion dans l'emploi par des programmes ciblés sur les populations les plus vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes, formulés en complémentarité avec les politiques de protection sociale				
Sous Objectif 2.2 : L'insertion dans l'emploi est renforcée par des programmes ciblés sur les populations les plus vulnérables				
Produits 2.1: L'insertion dans l'emploi est renforcée par des programmes ciblés sur les populations les plus vulnérables				
1. Des recommandations sont faites pour l'amélioration des programmes pour l'emploi en faveur des femmes et des jeunes.	Bénin, Togo			Au Bénin, le programme d'emploi pour les femmes est validé et restitué aux parties concernées. Au Togo, la formulation d'un plan stratégique pour l'emploi des jeunes a été réalisé.
2. Des programmes de développement de l'entrepreneuriat et de la micro-entreprise en faveur des jeunes et des femmes sont mis en place.	Cameroun, Mali, Togo	Bénin		Au Togo et au Bénin, l'appui d'APERP se porte sur l'intégration d'un module d'aide à la création et à la gestion d'entreprise dans l'offre de service de l'ANPE. Au Togo, des ateliers de formation de formateurs aux outils GERME/TRIE ont eu lieu. Au Togo toujours, APERP appui un programme pilote et innovant d'insertion socio-économique des jeunes à travers le développement des quartiers, ainsi qu'un programme stratégique de micro-finance.

3. Une assistance technique pour le développement de l'emploi dans les filières porteuses est réalisée.	Cameroun, Mali			Activité réalisée au Mali avant les évènements, poursuivie par l'Ambassade de France au Mali. Au Cameroun, l'accompagnement de 25 menuisiers entrepreneurs s'est achevé en juin de cette année. Au total, le renforcement de capacité en matière gestion d'entreprise de ces menuisiers a permis la création de 108 emplois. De plus, des crédits ont été octroyés à cinq plans d'affaire et les participants au programme ont bénéficié de kits électroportatifs. La durabilité des acquis est garantie par l'adhésion à des organisations professionnelles.
Produit 2.2 : Le fonctionnement institutionnel des structures en charge de l'emploi est amélioré				

1. Des Services Publics de l'Emploi (SPE) ont bénéficié d'une assistance technique pour améliorer l'efficacité de leurs programmes d'intermédiation sur le marché du travail.	Burkina Faso, Bénin, Cameroun, Congo Brazzaville Togo, Tchad	Gabon		Des missions d'appui technique avec Pôle Emploi aux SPE centrées sur l'amélioration des prestations d'intermédiation ont été menées au Bénin, au Cameroun, au Togo et au Tchad. Au Togo, un programme d'aide à la personne a été formulé et validé par l'ANPE, le plan d'action de l'ANPE a également été validé lors des ateliers de février 2014. APERP apporte régulièrement une contribution technique aux ateliers AMSEP (Association Mondiale des Services Publics de l'Emploi) qui se sont tenus pour la période considérée au Congo Brazzaville, en Côte d'Ivoire et au Maroc (atelier sur les politiques et stratégies de développement des ressources humaines ; sur l'adéquation formation-emploi et le rôle d'un SPE ; sur l'emploi des jeunes). Environ 150 participants assistent à ces ateliers et les ANPE d'Afrique subsaharienne sont fortement représentées. Au Burkina Faso, APERP aide à l'élaboration du plan stratégique de l'ANPE.
2. Un diagnostic de l'organisation du ministère de l'emploi est réalisé.	Togo	Burkina Faso et Mali		Au Togo, le diagnostic institutionnel s'est fait au travers de l'élaboration de la politique de l'emploi et de son plan d'action, de l'intégration de celle-ci dans la SCAPE et de l'élaboration du programme d'emploi des jeunes auxquels APERP a apporté son appui. Le document dit de coalition, sur lequel APERP a fourni un appui technique définit le rôle des différents acteurs de l'emploi et leur collaboration entre eux. Dans certains pays non mentionnés ici, tels le

				Bénin, la Côte d'Ivoire ou le Cameroun, ce sujet est pour partie pris en charge dans le cadre des appuis apportés pour améliorer la gouvernance du marché du travail.
Produit 2.3 : Un outil méthodologique sur les filières porteuses est diffusé				
Objectif Immédiat 3 : Renforcer les capacités techniques des acteurs de l'emploi, notamment celles des partenaires sociaux				
Sous Objectif 3 : La capacité institutionnelle et technique des mandants est renforcée en vue d'améliorer leurs compétences à répondre de façon intégrée aux défis de l'emploi				
Produit 3.1 : Améliorer les capacités institutionnelle et technique des mandants				
1. Des formations techniques sont fournies et des documents porteurs de contenus de formations sont remis aux mandants.	Turin			Les formations organisées avec le centre de Turin se déroulent comme prévu. A la fin du programme, deux cent participants auront suivi des formations au Centre de Turin et sur le terrain grâce aux bourses APERP.
2. Des formations techniques spécifiques en matière d'emploi et de formation professionnelle sont organisées.	Maroc, Turin			Des formations sur le travail décent ont été organisées au Maroc durant la période couverte par le rapport. Des formations sur l'élaboration des notes de conjonctures se sont déroulées au Cameroun.

2.2 Probabilités de réalisation des produits avant la date limite: probabilité haute. Etant donné la conception du programme et le fait qu'un même produit concerne plusieurs pays, l'avancée de sa réalisation peut différer d'un pays à l'autre. Des redéploiements seront faits pour certains produits, notamment II.2.b, relatif aux diagnostics institutionnels.

2.3 Résultats atteints versus Plan de travail (à remplir uniquement en cas de retards constatés)

	Accompli	En bonne voie	Retardé	Commentaires
Résultat I:				
Indicateur I.1a (revu) 2 pays ont des instances tripartites de concertation, de pilotage, mise en œuvre, suivi et évaluation des politiques de l'emploi mises en place et opérationnelles	X			Objectif atteint (Mali, Togo) et qui sera dépassé (Cameroun, Bénin)
Indicateur I.b.1 2 pays ont une politique nationale de l'emploi et plan d'action opérationnel formulés et mise en œuvre	X			Objectif dépassé (Burkina Faso, Mali, Togo)
Indicateur I. b.2 Les ministères de l'emploi de deux pays ont soumis un budget-programme à leur conférence budgétaire		X		Objectif atteint au Burkina Faso, atteinte aléatoire concernant le nombre de pays car il demande une forte adhésion nationale
Indicateur I. b.3 Les PNE sont intégrées dans les cadres nationaux de développement dans 5 pays.	X			Objectifs atteints au Burkina Faso, Cameroun, Mali, Togo, au Bénin. En cours en Côte d'Ivoire
Indicateur I. b.4 Au moins 3 pays ont ratifié une des conventions de l'OIT relatives à l'emploi		X		Atteint au Burkina Faso et au Togo. En cours au Cameroun.
Indicateur I.c.1 2 pays disposent d'une feuille de route validée pour améliorer leur système d'information	X			Atteint au Togo et au Bénin.
Indicateur I.c.2 2 pays ont intégré des indicateurs emploi dans leur système national de suivi et de pilotage	X			Atteint au Mali et au Togo. En cours au Bénin et Cameroun
Indicateur 1.2:				
Indicateur I.2 Un guide d'aide à l'élaboration des politiques et plans d'action pour l'emploi est disponible	X			
Résultat II:				
Indicateur II.1.a : 2 pays ont bénéficié de recommandations pour l'amélioration de leurs programmes pour l'emploi en faveur des personnes actives, dont les jeunes et les femmes	X			L'objectif sera dépassé (Bénin, Togo, Cameroun)
Indicateur II.1.b : 2 pays ont mis en œuvre des programmes de développement de l'entrepreneuriat et de la micro-entreprise en faveur des jeunes et des femmes	X			Atteints au Mali au Cameroun. En cours au Togo.
Indicateur II.1.d : 2 pays ont reçu une assistance technique pour le développement de l'emploi dans les filières porteuses	X			Accompli effectivement au Cameroun et au Mali
Indicateur II.2.a : 3 SPE ont bénéficié d'une assistance technique pour améliorer l'efficacité de leurs programmes d'intermédiation sur le marché du travail	X			Objectif dépassé (Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Congo et Togo) En cours au Gabon.

Indicateur II.2.b.1 : 2 pays ont bénéficié d'un diagnostic de l'organisation du ministère de l'emploi		X		Réalisé au Togo, en cours au Burkina Faso.
Indicateur II.3 : Un outil méthodologique sur les filières porteuses est diffusé	X			
Résultat III.				
Indicateur III.a Les formations programmées au titre du projet APERP avec le Centre de Turin en résidence au Centre comprennent un nombre de participants originaires d'Afrique francophone équivalant au moins au tiers de la promotion concernée Au moins 50 personnes ont reçu chaque année une formation du Centre de Turin en relation avec le projet APERP		X		200 participants prévus. L'indicateur sera atteint à la fin du programme.
Indicateur III.b Dans au moins 2 pays, les mandants tripartites du BIT ont participé à des sessions de formation spécifiques en matière d'emploi et de formation professionnelle sur les indicateurs du marché du travail, les techniques HIMO et les services de l'emploi	X			

2.4 Probabilités d'atteindre les résultats avant la date limite : probabilité certaine (même commentaires que précédemment sur l'atteinte globale des produits). Si on examine les indicateurs de résultats, on peut considérer que le projet a déjà atteint douze (12) d'entre eux, voire les dépassera, quatre (4) sont en bonnes voies.

3. CONTRAINTES DE MISE EN OEUVRE ET LECONS TIREES

Contraintes de mise en œuvre:

- **Engagement des partenaires nationaux**

Leçons tirées:

- **L'approche thématique retenue dans la conception du projet, et qui se traduit par une grande flexibilité dans la gestion du projet, s'est avérée efficace.** En raison de sa dimension régionale, l'approche adoptée par APERP permet des réaffectations d'activités et de pays. Sa construction thématique permet aussi des réallocations, dans un même pays ou entre pays différents, d'un domaine technique à un autre, en fonction des besoins identifiés et de leurs évolutions.
- **Les autres leçons tirées à ce stade ne diffèrent pas de celles qui avaient été identifiées à l'issue de l'évaluation à mi-parcours et qui sont désormais prises en compte.** Par exemple: l'importance de l'appropriation du projet par les partenaires nationaux, la nécessité d'une approche intégrée pour appuyer la promotion de l'emploi, le transfert des connaissances et le développement des outils plutôt que la livraison des outils clés en main, le partage fructueux des connaissances sur l'emploi.

4. RAJUSTEMENTS A LA STRATEGIE DU PROJET

Pas de nécessité à ce stade de réajuster la stratégie du projet en cours. L'approche thématique qui est celle du projet permet de faire aisément des redéploiements sur d'autres activités sans affecter la nature et les objectifs du programme.

5. VISIBILITE DU PROJET

Les efforts entrepris pour améliorer la visibilité du projet et celle de l'appui apporté par le donateur ont été poursuivis.

Le projet dispose désormais de son propre logo, de sa page web actualisée tous les mois et d'une newsletter biannuelle. Des « flash news » et des notes d'informations sont diffusés régulièrement en fonction de l'avancement des activités.

ANNEXE : Rapport d'activités septembre 2013 - septembre 2014

Résultats attendus Indicateurs de résultats	Activités clés	Indicateurs de produits / quantités	Date d'exécution	Pays
Objectif Immédiat 1: Favoriser la mise en œuvre de politiques nationales de l'emploi, de la formation professionnelle et d'investissement cohérents et intégrées dans les cadres nationaux de développement				
Sous objectif 1 : Appui à la formulation et à la mise en œuvre de politiques nationales de l'emploi, de la formation professionnelle et d'investissement cohérents				
Produit 1.1 : La gouvernance du marché du travail est améliorée en vue d'une mise en œuvre plus efficace des politiques de l'emploi, de la formation professionnelle et d'investissement				
Mise en place d'instances tripartites de concertation, de pilotage et de suivi des PNE	1. Etablissement d'un état des lieux 2. Consultation des partenaires sociaux 3. Formulation de recommandations 4. Suivi de la mise en œuvre	Atelier réunissant les mandants tripartites, formation à la formulation d'une PNE		
Produit 1.2 : Des politiques nationales de l'emploi, de la formation professionnelle et d'investissement cohérents sont formulées et mises en œuvre				
1. Une Politique Nationale de l'Emploi (PNE) et son plan d'action sont formulés et mis en œuvre	1. Elaboration d'un diagnostic de la situation de l'emploi identifiant les contraintes, les opportunités, les priorités pour la formulation d'une PNE et de son plan d'action 2. Restitution des résultats, formulation de la PNE et du plan d'action aux autorités 3. Organisation d'un atelier tripartite de validation 4. Finalisation des documents de politique	1. Consultations sur l'intégration de l'emploi dans le budget national, ateliers sur les PNE 2. Reprise des activités APERP, volet institutionnel de l'emploi 3. Formulation de la nouvelle politique nationale sur l'emploi (PNE) et l'élaboration d'un	2 1 Novembre	Mars et Mai 2014 Mars 2014 Burkina Faso Mali Burkina Faso

		programme d'appui à la mise en œuvre de la PNE lors du Colloque National pour l'Emploi	1	2013	
2. Les ministères de l'emploi ont soumis un budget programme à leur conférence budgétaire	1. Plaidoyer pour renforcer la collaboration entre le ministère en charge de l'emploi et le ministère des finances 2. Identification des étapes, procédures et outils du processus budgétaire 3. Collecte des données budgétaires 4. Elaboration et validation des budgets-programme	Rapport sur le budget – programme	1	Toute l'année 2013	Burkina Faso
3. Les PNE sont intégrés dans les cadres nationaux de développement	1. Sensibiliser pour l'intégration des PNE dans le plan de développement	Colloque national pour l'emploi	1	Novembre 2013	Burkina Faso
4. Au moins trois pays ont ratifiés les conventions de l'OIT relatives à l'emploi	1. Identification des blocages éventuels à la ratification 2. Consultation et assistance aux mandants tripartites pour résoudre ces blocages 3. Appui aux procédures de ratifications	Atelier de ratification des conventions Etudes pour la ratification des conventions 122 et 189	1	Décembre 2013	Cameroun
Produit 1.3 : Des propositions sont formulées pour l'amélioration des SIMT en vue de disposer d'informations fiables pour mieux orienter les appuis vers des activités créatrices d'emploi					
1. Une feuille de route est validée pour améliorer le système d'information	1. Identification des acteurs dans ce domaine, des atouts et des faiblesses de ces acteurs 2. Formulation des recommandations pour	Diagnostic du marché du travail	1	Mai à Décembre 2013	Bénin

	l'amélioration du système				
2. Des indicateurs emploi sont intégrés dans le système national de suivi et de pilotage	1. Identification des indicateurs de suivi et de pilotage des politiques de l'emploi 2. Validation de ces indicateurs 3. Formation des acteurs à ces indicateurs 4. Intégration des indicateurs dans le système national de suivi et de pilotage	1. Etude sur les mécanismes de pilotage et de mise en œuvre de la PNE	1	2013	Burkina Faso
		2. Renforcement de capacité de l'ONEFOP et mise en place du site internet sur financement APERP	1	En cours	Cameroun
Sous objectif 2.1 : Développer, Rénover et diffuser des outils méthodologiques sur l'emploi et la formation professionnelle					
Produit : Un guide d'aide à l'élaboration des politiques et plans d'action pour l'emploi, la formation professionnelle est diffusé auprès des mandants					
1. Un guide d'aide à l'élaboration des politiques et plans d'action pour l'emploi est disponible		Diffusion du « Guide d'aide à l'élaboration d'une PNE »			Mali, Bénin, Maroc, Togo
Objectif Immédiat 2 : Favoriser l'insertion dans l'emploi par des programmes ciblés sur les populations les plus vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes, formulés en complémentarité avec les politiques de protection sociale					
Sous Objectif 2.2 : L'insertion dans l'emploi est renforcée par des programmes ciblés sur les populations les plus vulnérables					
Produits 2.1: L'insertion dans l'emploi est renforcée par des programmes ciblés sur les populations les plus vulnérables					
1. Des recommandations sont faites pour l'amélioration des programmes pour l'emploi en faveur des femmes et des jeunes	1. Identification des programmes existants 2. Analyse de l'efficacité des programmes existants 3. Formulation de recommandations opérationnelles 4. Organisation de séminaires de partage d'expériences par le secteur emploi, le secteur de la protection sociale, et le bureau de terrain	1. Restitution de l'étude sur le programme pour l'emploi des femmes	1	Juillet 2014 (l'étude a débuté en mars 2013)	Bénin
		2. Cours sur le suivi et l'évaluation des programmes d'emploi pour les jeunes	1	Mars 2014	Turin
		3. Formulation du programme d'emploi pour les jeunes	1	2013	Togo

2. Des programmes de développement de l'entrepreneuriat et de la micro-entreprise en faveur des jeunes et des femmes sont mis en place	1. Renforcement des capacités des jeunes et des femmes par des formations GERME 2. Renforcement des « décideurs »	1. Programme d'insertion socio-économique des jeunes à travers le développement des quartiers 2. Programme d'aide à la personne	1	Septembre 2013 à Juin 2014	Togo
			1	Janvier 2014	Togo
3. Une assistance technique pour le développement de l'emploi dans les filières porteuses est réalisée	1. Identification des filières porteuses 2. Identification d'une stratégie de développement de l'emploi, incluant l'identification des besoins en formation 3. Sélection d'une filière 4. Cibler les bénéficiaires 5. Organisation de la formation et du suivi après formation	1. Formation et perfectionnement technique des bénéficiaires du programme	1 108 emplois créés	Clôture de la formation et du perfectionnement des menuisiers - entrepreneurs en Juin 2014	Cameroun
Produit 2.2 : Le fonctionnement institutionnel des structures en charge de l'emploi est amélioré					
1. Des SPE ont bénéficié d'une assistance technique pour améliorer l'efficacité de leurs programmes d'intermédiation sur le marché du travail	1. Inventaire des programmes et prestations délivrés par les SPE 2. Consultation des acteurs, SPE et ministère 4. Formulation des propositions d'amélioration 3. Organisation de séminaires et participation aux ateliers de discussion et de validation 4. Assistance technique à la mise en œuvre des recommandations	1. Participation aux ateliers de validation du Plan d'action du SPE 2. Atelier sur les politiques et stratégies de développement des ressources humaines des SPE 3. Mission en collaboration avec Pôle Emploi 4. Elaboration du	2	Février 2014	Togo
			1	Février 2014	Congo Brazzaville
			1	Février 2014	Cameroun

		plan stratégique de l'ANPE	1	Janvier 2014	Burkina Faso
		5. Atelier AMSEP : « Adéquation formation-emploi, le rôle d'un SPE »	1	Septembre 2013	Côte d'Ivoire
		6. Atelier « Emploi des jeunes : cross-canal et stratégie gagnante »	1	Octobre 2013	Maroc
		7. Missions d'appui technique avec Pôle Emploi	1		Tchad
2. Un diagnostic de l'organisation du ministère de l'emploi est réalisé	1. Consultation des principaux responsables des services centraux et extérieurs du ministère en charge de l'emploi et les partenaires sociaux 2. Diagnostic de l'organisation et du fonctionnement du ministère 3. Formulation de recommandations visant à renforcer le ministère 4. Restitution et validation des résultats dans le cadre d'ateliers tripartites 5. Assistance technique pour la mise en œuvre des recommandations				
Produit 2.3 : Un outil méthodologique sur les filières porteuses est diffusé					
Objectif Immédiat 3 : Renforcer les capacités techniques des acteurs de l'emploi, notamment celles des partenaires sociaux					
Sous Objectif 3 : La capacité institutionnelle et technique des mandants est renforcée en vue d'améliorer leurs compétences à répondre de façon intégrée aux défis de l'emploi					
Produit 3.1 : Améliorer les capacités institutionnelle et technique des mandants					
1. Des formations techniques sont	1. En partenariat avec le Centre	1. Cours académique	1	Mai 2014	Turin

fournies et des documents porteurs de contenus de formations sont remis aux mandants	de Turin, élaboration et actualisation des cours et guide sur l'emploi 2. Sélection et participation des mandants aux cours d'été sur l'économie du travail 3. Participation des mandants aux cours sur l'emploi des jeunes, sur la formation professionnelle 4. Organisation de cours sur les indicateurs du marché du travail au niveau sous régional	sur l'emploi des jeunes 2. Cours au Centre de Turin	200 bénéficiaires depuis le début de la phase 2		Turin
2. Des formations techniques spécifiques en matière d'emploi et de formation professionnelle sont organisées	1. Identification des besoins en formation 2. Sélection des participants	1. Formation sur le travail décent 2. Formation des formateurs TRIE/CREE/GERME 3. Formation sur le travail décent 2013	1 1 1	Février 2014 Novembre – Décembre 2013 Décembre 2013	Maroc Togo Maroc

